

Six jeunes francophones sur dix inquiets pour leur avenir professionnel

► Une étude de l'UCL commandée par les Jeunes CSC et dévoilée par « Le Soir » montre l'état de la précarité de cette tranche d'âge sur le marché du travail.

► Une situation interpellante, révélatrice de la place qu'une société laisse à sa jeunesse.

► Avec un contraste saisissant entre le nord et le sud du pays.

Les Jeunes CSC sont désormais quinquagénaires. Et pour fêter leur demi-siècle d'existence, ces jeudi et vendredi lors d'un congrès, ils ont chargé l'UCL de réaliser une enquête sur la place des jeunes dans le marché de l'emploi et sur la perception qu'ils ont de celui-ci. Et les résultats sont assez inquiétants.

1 La valeur travail. Avoir un boulot constitue encore une valeur en soi pour les 18-30 ans. D'ailleurs, sept sur dix, qu'ils soient étudiants, travailleurs ou sans emploi déclarent qu'ils souhaiteraient avoir un emploi rémunéré même s'ils n'avaient pas besoin d'argent. Leurs préférences vont à un emploi stable (97 % d'entre eux), intéressant (96 %) et utile à la société (78 %). « C'est une relative satisfaction de voir ce qu'ils placent dans le contenu du terme "travail", observe Ludovic Voet, responsable national des Jeunes CSC. Par contre, ce qui est plus inquiétant, c'est leur perception de l'avenir. »

2 Sombres perspectives. En effet, six jeunes francophones sur dix (61 %) avouent leur inquiétude quant à leur ave-

nir professionnel. La peur de perdre son boulot touche 45 % d'entre eux, tandis qu'un francophone sur deux dans cette tranche d'âge estime que s'il perdait son travail, il peinerait à en retrouver un aussi bon. La peur du déclassement est en outre plus prononcée chez les femmes (51 %) que chez les hommes (37 %).

3 Un présent précaire. Cette peur dans l'avenir se fonde sur un présent qui est déjà plutôt morose. Ainsi, sept jeunes travailleurs sur dix ont déjà connu une période sans emploi et 25 % seulement ont obtenu un CDI dans l'année qui a suivi leur sortie de l'école. Pour les autres, la pé-

riode d'instabilité relative a été plus longue, faite de CDD et d'intérimis entrecoupés de période sans travail. « *Le temps entre l'obtention d'un emploi et d'un CDI est également assez long*, relève Ludovic Voet. *Il y a une réelle précarisation. Cela permet de répondre au ministre Jeholet (MR) qui déclarait récemment que les jeunes sont difficiles. Non, ils ont un parcours difficile.* » Ce qui n'empêche pas les francophones de se dire prêt à prendre n'importe quel travail rémunéré (43 %), à se former à de nouvelles compétences (77 %), à occuper un poste temporaire (62 %), à accepter un job moins bien payé (33 %), à se déplacer davantage (39 %), voire à quitter la Belgique (23 %). On est loin du cliché stigmatisant le jeune assisté. D'ailleurs, trois jeunes chômeurs sur quatre ont déjà connu une expérience professionnelle.

4 Un revenu fragile. Dans ce contexte, bâtir des projets d'avenir est compliqué. En effet, 68 % des jeunes sans emploi vivent grâce aux allocations de chômage.

Un chiffre qui s'explique par la période d'insertion durant laquelle le jeune sorti de l'école ne reçoit pas d'allocations. Les autres disent dépendre de la famille

(27 %), d'un conjoint ou partenaire (19 %), de l'épargne (22 %), d'un travail occasionnel (14 %) ou de l'assistance sociale (7 %), ces sources de revenus étant parfois cumulées. Cette précarité financière les oblige à reporter certains projets : quitter le foyer familial (33 %), vivre en couple (20 %), avoir un enfant (15 %). Et parmi ces jeunes travailleurs ou demandeurs d'emploi francophones, 28 % vivent encore chez papa et maman, 30 % étant toujours locataires, voire colocataires (9 %).

5 Un contraste nord-sud. La réalité en Flandre est nettement plus rose. Ainsi, trois néerlandophones sur dix parmi les 18-30 ans se disent inquiets pour leur avenir. Ils sont plus de la moitié (56 %) à déclarer une bonne situation financière (pour un francophone sur trois). Et 61 % à n'avoir pas connu de période sans emploi

depuis l'obtention de leur diplôme (pour 30 % de francophones). D'ailleurs, un Flamand sur deux parmi cette tranche d'âge a décroché son CDI moins de douze mois après avoir quitté l'école.

6 Et après ? « *Dès demain, nous allons mettre cette étude en lien avec nos revendications*, insiste le permanent national. *Il faut notamment faire priorité à l'engagement en CDI, empêcher la prolifération des statuts rémunérés en dessous du salaire minimum et le recours à l'intérim.* » Les Jeunes CSC revendiquent également des allocations de chômage permettant aux étudiants et aux chômeurs de choisir un emploi avec une rémunération en rapport avec leurs qualifications « *car quand on rentre dans un stage d'attente sans allocation d'insertion, on est obligé d'accepter des conditions salariales inférieures. Et cela se répercute souvent sur toute la carrière du travailleur. Il faut donc une protection sociale forte afin de limiter la précarisation des contrats.* » ■

PASCAL LORENT

Quelle place pour la jeunesse sur le marché du travail ?

■ Jeunes francophones de 18 à 30 ans
■ Jeunes néerlandophones de 18 à 30 ans

LES SONR - 270918
Source : Chaire Travail-
Université à l'Université
catholique de Louvain

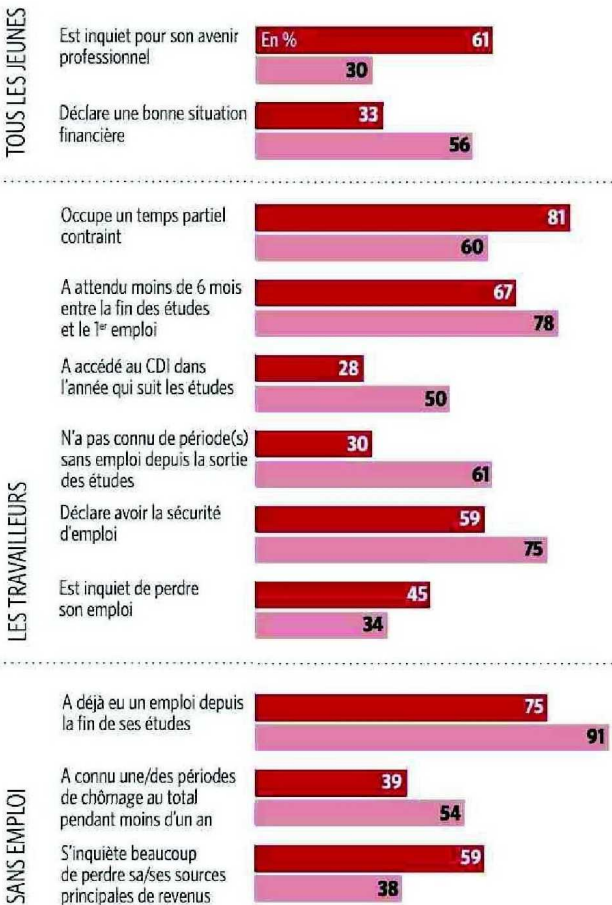
WALLONIE

Le nombre d'étudiants au CPAS a doublé en dix ans

Les sentiments d'inquiétude des jeunes Wallons au sujet du marché du travail sont corroborés par les chiffres. L'économiste Philippe Defeyt, de l'Institut pour un développement durable, a compilé les données du revenu d'intégration, cette allocation du CPAS pour ceux qui éprouvent des difficultés à nouer les deux bouts et n'ont pas d'autre moyen de subsistance. C'est ce qui s'appelait le « minime », dans le passé. Le nombre d'étudiants qui y a fait appel a explosé ces dernières années. Ils étaient 4.642 à en bénéficier en 2008. Ce nombre est passé à 9.144 en 2017, soit une hausse de 97 %. Et au-delà des étudiants, la population jeune fait de plus en plus appel à ces aides. Si l'on prend l'ensemble de la population de 18 à 24 ans, on arrive en 2017 à 20.953 bénéficiaires, soit une hausse de 74,3 % par rapport à 2008. Cette évolution est telle que

les jeunes représentent un tiers des allocataires du revenu d'intégration. C'est manifestement dans les grandes villes que les moins de 25 ans ont le plus de difficultés. Ces villes concentrent 25 % de la population wallonne, mais 50 % des bénéficiaires du revenu d'intégration. Le chercheur relève aussi de fortes disparités entre communes. Par exemple, à Dison, en région verwiétoise, 8 % des habitants ont bénéficié au moins une fois du revenu d'intégration. À Jurbise, dans le Hainaut, la proportion est de 0,6 %. Il existe aussi de fortes inégalités relatives à l'accès aux études. À Ellezelles, 92 % des jeunes ont l'occasion de faire des études, à Chimay, seuls 15 % ont cette chance. Et si l'on prend le chiffre global des bénéficiaires du revenu d'intégration en Wallonie sur l'année 2017, on arrive à 92.000. De quoi, hélas, donner quelque fondement aux craintes des plus jeunes sur leur avenir professionnel.

B.DY



la chercheuse « Un investissement raté dans la jeunesse »

ENTRETIEN
L'étude qui sera présentée ce jeudi par les Jeunes CSC a été réalisée par la sociologue Patricia Vendramin (UCL). Les résultats obtenus l'interpellent, dans ce qu'ils révèlent du marché du travail et de la société.

Ces résultats différent-ils des études précédentes ?

J'ai mené une enquête similaire voici dix ans, à la demande des Jeunes CSC. Et une décennie plus tard, on a le sentiment que rien ne change, en dépit de taux de chômage qui ont diminué et malgré une course aux diplômes qui fait que l'on a aujourd'hui un nombre de personnes diplômées du supérieur en augmentation. Il y a une forme de banali-

sation de l'insécurité des jeunes quand ils entrent sur le marché du travail. On constate ainsi qu'il y a 68 % des jeunes sans emploi qui vivent des allocations de chômage. Cela signifie donc qu'une partie des autres sont hors radar et dépendent de la solidarité familiale. C'est un changement et une banalisation dangereuse de cette situation. Ce qui est interpellant également, c'est d'avoir une jeunesse - les sans-emploi mais aussi les étudiants - qui a moins de 25 ans et est déjà inquiète pour son avenir. Un sentiment très différent entre le nord et le sud du pays : 60 % des jeunes francophones se déclarent inquiets, pour 30 % des néerlandophones.

Comment expliquez-vous les

différences de perception entre le nord et le sud du pays ?

Il y a tout simplement un marché du travail différent. En Flandre, la transition entre les études et l'emploi est plus rapide, l'accès à la propriété et au CDI aussi, il y a moins de temps partiels contraints... Cela donne plus confiance en l'avenir, ainsi qu'une plus grande facilité d'accès à l'indépendance.

Observe-t-on également des différences de genre ?

Oui. C'est récurrent dans toutes les enquêtes que l'on mène sur l'emploi des jeunes. Les jeunes femmes sont plus nombreuses à disposer de diplômes et à éprouver des débuts professionnels difficiles. Elles accèdent plus tard à un CDI, elles sont plus nom-

breuses à travailler à temps partiel sans l'avoir choisi (plus d'une femme sur cinq). Dans notre enquête, nous posons la question de la durée entre la fin des études et l'obtention d'un CDI. Celle-ci est de moins d'un an pour un tiers des hommes et 23 % des femmes. Les femmes sont également plus nombreuses à être contraintes de changer d'employeur, tandis que le sentiment de sécurité d'emploi est plus partagé parmi les jeunes hommes francophones (67 %) que parmi les jeunes femmes

(53 %). Les hommes sont plus nombreux à estimer avoir un bon salaire et à entrevoir des perspectives d'avancement. A l'inverse, la peur de perdre leur emploi touche la moitié des jeunes femmes et 37 % des jeunes hommes.

Que vous inspirent les résultats de votre enquête ?

La confiance en l'avenir ne s'améliore pas. Cela touche les jeunes qui ne sont pas encore sur le marché de l'emploi mais également ceux qui ont un travail.

Comme sociologue, je trouve inquiétant cet investissement raté dans la jeunesse. La proportion des jeunes en insécurité sur le marché du travail est donc importante. Ils n'ont pas le sentiment d'être sur les rails qui vont leur permettre de se projeter dans l'avenir, d'avoir un domicile et des enfants. Derrière ces chiffres, il y a un quotidien fait de choses qui n'aboutissent pas, d'expériences négatives, ce qui provoque une forme d'usure. ■

**Propos recueillis par
P.LT.**